Education Nationale – Toulouse :
Communiqué de presse des personnels de la cité scolaire Rive gauche Le Mirail
30 Mars 2021

Les personnels de la cité scolaire Rive Gauche le Mirail constatent une nouvelle fois que les conditions nécessaires pour un accueil et un enseignement de qualité dus aux élèves ne seront pas réunies à la rentrée de septembre 2021. Si le nombre d'élèves attendus à la rentrée est en augmentation, celui de l'enveloppe d'heures et de moyens accordés par le rectorat est en baisse. Alors que nous sommes un lycée classé « politique de la ville », accueillant des élèves issus de catégories socio-professionnelles défavorisées, nous perdons les heures des moyens spécifiques attribuées pour répondre à cette situation . Le « donner plus à ceux qui ont moins » n'est plus au programme du ministère. L'éducation prioritaire n'est plus que l'ombre d'elle même.

Conséquences pour la cité scolaire Rive gauche le Mirail :

- Notre offre d'enseignements est amputée de l'arabe, du latin, de l'option théâtre, tandis que le chinois, la section européenne, le cinéma audio-visuel, l'Histoire des Arts et la NSI sont menacés.
- Nous ne pourrons plus assurer les heures d'Accompagnement Personnalisé en français et en maths pour les élèves de 2nde et de 1ère.
- Nous perdons un poste créé l'an dernier en SES (Sciences Économiques et sociales).
- Certain.es de nos collègues devront probablement aller compléter leur temps de service dans d'autres établissements. Fatigue accrue pour des collègues déjà bien malmené.es par les réformes Blanquer et la crise sanitaire.
- La plupart des classes, tous niveaux confondus, seront encore et toujours à 35 ou 36, ce qui rend impossible un suivi des élèves les plus en difficulté. Personne ne peut ignorer que la période de confinement, et la crise sanitaire qui n'en finit pas, ont augmenté ces difficultés, aggravant les cas de décrochage scolaire et provoquant chez beaucoup d'élèves un profond mal-être et des troubles psychiques en augmentation. Face à Parcoursup, l'angoisse de l'orientation pour les élèves est démultipliée par des perspectives d'avenir incertain, du fait de la crise sanitaire dont tout le monde sait qu'elle sera aussi sociale et économique.

Nous ne sommes pas en capacité de prendre en charge cette souffrance, faute de temps et de formation. Nous voyons aussi autour de nous des collègues eux-mêmes malades, fatigué.es, en burn out. C'est le cas pour les enseignant.es, mais aussi pour les Assistant.es d'éducation et les AESH qui se mobilisent pour une meilleure reconnaissance de leurs missions et une amélioration de leurs conditions de travail. Nous pensons aussi aux équipes techniques et de service dont la charge de travail a augmenté sans moyens supplémentaires ni reconnaissance salariale.

C'est dans ce contexte anxiogène et épuisant pour toute la communauté scolaire que nous apprenons la suppression d'un des deux postes d'infirmière pour la cité scolaire. Notre incompréhension est totale. Notre amertume aussi. Et celle-ci est en train de se transformer en colère, malgré les espoirs du ministre qui compte, parait-il, sur notre lassitude pour avancer « quoiqu'il en coûte » le travail de sape du service public d'Éducation nationale.

Nous ne demandons pas au rectorat de nous donner des moyens «supplémentaires qui seraient pris à d'autres » selon un discours institutionnel culpabilisant et bien rodé depuis des années. Nous demandons juste les moyens nécessaires pour travailler dans de bonnes conditions et garantir aux élèves, y compris et surtout aux plus fragiles, le droit à un enseignement de qualité. Si l'enveloppe attribuée par le ministère à l'académie de Toulouse est insuffisante pour garantir ce droit, il est de la responsabilité du rectorat de le faire savoir au ministère et de demander une augmentation de celle-ci.

C'est pour toutes ces raisons que, réunis en heure d'information syndicale, nous avons décidé d'une journée de débrayage et d'action collective le mardi 30 mars.

Pour tout contact : *voir avec la personne du lycée qui vous a adressé ce communiqué*